

**CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

—
SECRETARIAT GENERAL

—
Direction Administrative et Financière

—
Service des marchés

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET DE SERVICES

ACHAT D'UN SYSTEME NUMERIQUE DE BROCHAGE AVEC MARGEUR
--

Procédure adaptée

En application de l'article **R. 2122-8** du Code de la commande publique

Référence du marché : 25DEV01

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(A.E /C.C.P)

1	PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1	LE CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	3
1.2	NOM ET ADRESSE OFFICIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
2	ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE	4
2.1	IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE.....	4
2.2	NATURE DU GROUPEMENT ET, EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT, REPARTITION DES PRESTATIONS :	5
2.3	COMPTE A CREDITER	5
3	OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1	OBJET DU MARCHE	6
3.2	ETENDUE ET FORME DE LA CONSULTATION	6
3.3	ALLOTISSEMENT.....	6
3.4	DUREE DU MARCHE	6
3.5	LIEUX D’EXECUTION DU MARCHE.....	6
4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
5	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ATTENDUES	7
5.1	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES.....	7
5.2	LIEU DE LIVRAISON.....	7
5.3	LIVRAISON.....	7
5.4	FORMATION	8
5.5	DOCUMENTATION.....	8
5.6	GARANTIE	9
6	PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	9
6.1	PRIX DU MARCHE.....	9
6.2	CONTENU DES PRIX.....	9
7	MODALITES FINANCIERES.....	10
7.1	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	10
7.2	MODALITES DE PAIEMENT	10
7.3	ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	10
8	PENALITES ET RETENUES	11
9	OBLIGATION DE DISCRETION – CONFIDENTIALITE	11
10	VERIFICATION	12
11	RESILIATION DU MARCHE.....	12
12	LITIGES.....	12
13	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	12
14	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
15	SIGNATURE DE L’OFFRE PAR LE CANDIDAT	13
16	DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	13

1 PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Le Conseil économique, social et environnemental

Troisième assemblée constitutionnelle de la République, le Conseil économique, social et environnemental (ci-après désigné « CESE », « acheteur » ou « Pouvoir adjudicateur »), regroupe des membres désignés par les principales associations de France, les syndicats de salariés, les organisations patronales et de nombreux acteurs de la société civile.

Représentant des dizaines de millions de Français.es, les membres du CESE sont immergés au cœur des problématiques de notre société et proposent des solutions innovantes et adaptées aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Le CESE est principalement investi de quatre missions :

- Conseiller le Gouvernement et le Parlement et participer à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale ;
- Favoriser, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les préoccupations, différentes à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration de propositions d'intérêt général ;
- Contribuer à l'évaluation des politiques publiques à caractère économique, social et environnemental ;
- Promouvoir un dialogue constructif et une coopération avec les assemblées consultatives créées auprès des collectivités territoriales et auprès de ses homologues européens et étrangers.

Le conseil peut être saisi par le Gouvernement, le Parlement, par voie de pétition citoyenne ou bien s'autosaisir d'une thématique afin de rendre un avis, une étude ou une résolution sur le sujet.

Le CESE est en contact permanent avec les préoccupations des Françaises et des Français, à travers le travail de ses conseillers et des 700 préconisations annuelles qu'ils formulent. Ces préconisations contribuent à la mise en place des mesures effectives impactant le quotidien des citoyens.

Les membres du CESE participent à l'élaboration des travaux et des productions (avis, études et résolutions) qui sont ensuite adoptés lors d'assemblées plénières.

Les dispositifs de participation citoyenne, désormais partie intégrante des activités du CESE, alimentent et enrichissent ses travaux, par l'organisation, notamment, de conventions citoyennes, de collectifs citoyens ou encore de groupes citoyens.

1.2 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur

CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Secrétariat Général

9 place d'Iéna

75775 Paris Cedex 16

Ci-après désignée « CESE ».

Désignation du représentant de l'acheteur : Monsieur Valéry MOLET, Secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique : Madame Amélie FIGEAC - Trésorière du Conseil économique, social et environnemental - 9 place d'Iéna – 75775 Paris cedex 16 - Courriel : amelie.figeac@lecese.fr - Tel : 01 44 43 63 10

2 ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE

2.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché, et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☐ aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document ;

2.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

2.3 Compte à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

☐ Nom de l'établissement bancaire :

☐ Numéro de compte :

3 OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'achat d'un système de brochage avec margeur automatique.

3.2 Etendue et forme de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application de l'articles R. 2122-8 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire avec un montant maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R.2162-13 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant du marché ne pourra excéder 40.000 euros HT sur sa durée totale.

3.3 Allotissement

Le marché n'est pas décomposé en lots.

3.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de la date de notification.

Le délai d'exécution correspond aux délais de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche et de formation indiqués dans l'offre du titulaire.

Ces délais sont applicables à compter de la notification du marché.

La période de garantie légale démarre à compter de la décision d'admission prévue à l'article 10 du présent document.

3.5 Lieux d'exécution du marché

Conseil Economique, Social et Environnemental.

Palais d'Iéna, 9 place Iéna, Paris 16.

4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- a) **Le présent Acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe :**

*Annexe 1 : DPGF

- b) **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services** (dit CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

- c) **L'offre technique globale** du titulaire dans ses dispositions qui ne sont pas contraire aux précédents documents.

5 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ATTENDUES

5.1 Caractéristiques techniques générales

Les spécifications techniques requises de l'appareil sont :

- Formats des livrets : Longueur de 210 à 450 mm et Largeur jusqu'à 320 mm
- Supports acceptés pour le margeur :
 - Papier non-couchés de 80g/m² à 120g/m²
 - Papier couchés (couvertures) : jusqu'à 200g/m²
- Capacité de pliage /agrafage à cheval : jusqu'à 24 feuilles A4 en 80g/m²
- Mémoires de programmes
- Possibilité de pliage seul
- Vitesse requise minimum : 1000 A4/h
- Détection des doubles.

5.2 Lieu de livraison

La livraison des articles par le titulaire s'effectuera à l'adresse suivante :

Conseil économique, social et environnemental
1 avenue d'Iéna
75775 Paris Cedex 16

L'accès au site du CESE est réglementé. Les intervenants signalent impérativement leurs arrivées et départs au responsable désigné par le CESE.

Le titulaire est responsable des badges qui lui seront remis contre une pièce d'identité et est tenu de signaler immédiatement toute détérioration ou perte.

Ces badges sont restitués à chaque fin d'intervention et toute reproduction est interdite.

Contraintes d'installation et de livraison

Le titulaire devra s'assurer que les conditions de livraison sont compatibles avec les installations sur place.

Le titulaire prendra en compte une difficulté d'acheminement du matériel au service de la reprographie (Bureau 075) situé en entresol avec un escalier de 10 marches droites et de 3,5m de largeur.

5.3 Livraison

Selon la date de livraison fixé par le responsable désigné par le CESE, l'appareil est livré.

Les opérations suivantes relèvent et sont à la charge du titulaire :

- Le conditionnement et l'emballage du matériel. Le titulaire veillera à prémunir le matériel et les accessoires livrés de toute dégradation lors des opérations de transport, d'acheminement et de livraison.

- Le déchargement, l'acheminement, l'installation et la mise en route du matériel. Le titulaire est responsable du mode de transport et d'acheminement du matériel, vers et à l'intérieur des locaux du CESE.

Le matériel est accompagné d'un bon de livraison comportant au minimum les éléments suivants :

- L'identification du titulaire,
- La date de livraison,
- Le numéro du marché et du bon de commande,
- La nature et la quantité des fournitures livrées.

Le titulaire exécute sous sa responsabilité et à ses frais l'installation, y compris la connexion, la mise en ordre de marche de l'appareil et l'évacuation des déchets liés à l'installation de la machine.

Toutes les opérations de livraison et acheminement de l'appareil feront l'objet d'un accompagnement par le responsable désigné par le CESE. Des vérifications quantitatives et qualitatives (conformité, essais techniques...) seront effectuées le jour de la mise en marche du matériel.

5.3.1 Délais de livraison

L'appareil sera livré selon les délais de livraison indiqués dans l'offre du titulaire.

5.3.2 Horaires de livraison

Les livraisons devront être effectuées obligatoirement entre 8h30 et 16h00.

5.3.3 Reprise de l'ancien matériel

Le titulaire s'engage à reprendre l'ancien matériel (Plockmatic BM 2000 et assembleuse ACF 510) actuellement utilisé par le CESE le jour de la livraison et de la mise en service du nouveau système. La reprise devra être effectuée à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Tous les frais relatifs au démontage, à l'enlèvement et au transport de l'ancien matériel sont à la charge du titulaire. Le titulaire devra s'assurer de respecter la réglementation en vigueur, notamment en matière de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

5.4 Formation

Dans le cadre du présent marché, le titulaire assure la formation de l'ensemble du personnel affecté à l'utilisation de l'appareil. Elle devra débuter après la mise en service de l'appareil.

Cette formation est assurée dans les locaux du CESE pour trois agents.

Elle comprendra notamment :

- Principe de fonctionnement
- Utilisation processeur - programmation
- Points de maintenance - outillages - accessoires
- Limites d'utilisation
- Dépannage 1er niveau.

5.5 Documentation

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison une documentation en français complète et détaillée (plan et notices), nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à sa maintenance. Ils s'engagent à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

5.6 Garantie

Les matériels et les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Le point de départ du délai de garantie est la date de la décision d'admission effectuée conformément à l'article 10 du présent CCP.

Pendant la période de garantie, le Titulaire assiste le CESE pour mettre en évidence les défauts et faire jouer les garanties des constructeurs ou installateurs. Il est tenu de porter à sa connaissance l'incidence de tout vice caché, sur les éléments objet du marché, dont il aurait connaissance.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à leurs frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. Si lors de la remise en état, la privation de jouissance entraîne un préjudice à l'acheteur, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Cette garantie couvre également les frais de déplacements de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la mise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire a obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans les locaux.

Les numéros de téléphone d'appel au service de garantie ne seront, dans tous les cas, pas surtaxés.

6 PRIX ET CONTENU DES PRIX

6.1 Prix du marché

Les prix sont fermes et définitifs.

Les prix des prestations des présents accords-cadres sont des prix unitaires tel qu'indiqué dans le bordereau des prix, appliqués aux quantités réellement commandées.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations.

6.2 Contenu des prix

Conformément aux stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre, notamment, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En outre, les prix sont réputés tenir compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet du marché.

Le titulaire ne pourra modifier ultérieurement ses prix en invoquant une définition insuffisante des prestations qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de son offre.

Particulièrement, le titulaire est tenu d'avoir vérifié les quantités avant de remettre son offre et d'avertir le CESE pour modification et mise au point si nécessaire. Le titulaire ne pourra se prévaloir de toute omission ou erreur, pendant l'exécution des prestations.

Des sous-détails des prix unitaires pourront être demandés en cours d'exécution du marché.

7 MODALITES FINANCIERES

7.1 Modalités de règlement des prestations

Le titulaire établira une facture recouvrant les prestations exécutées dans le cadre de ce marché. Le Titulaire sera payé à réception des factures, après vérification et admission des prestations conformément aux dispositions de l'article 10 du présent CCP.

7.2 Modalités de paiement

Les factures afférentes au marché porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro du marché : **25DEV01**,
- la date du marché,
- la prestation exécutée,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- la date.

Les factures, en version électronique, seront établies au :

Conseil économique, social et environnemental
Secrétariat Général
Direction administrative et financière
Cellule facturière
9 Place d'Iéna
75775 Paris Cedex 16

et déposées sur le portail Chorus-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il conviendra d'indiquer le Siret du CESE et le code service d'imputation du bon de commande (ces éléments seront fournis au titulaire dès la notification).

7.3 Acceptation de la demande de paiement

Le CESE accepte, propose des rectifications ou rejette la demande de paiement. Le statut correspondant à chaque demande de paiement est mis à disposition de l'émetteur au travers de Chorus Pro.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le CESE règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

7.3.1 Paiement

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire (ou du sous-traitant en cas de paiement direct) mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire ou le sous-traitant.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Secrétaire général du CESE.

La personne chargée du paiement est le trésorier du CESE.

7.3.2 Retard de paiement – Intérêt moratoire

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

7.3.3 Délai global de paiement

Le CESE dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire. Ce délai court à compter de la date de réception des documents par le CESE.

7.3.4 Nantissement

Les conditions de cession ou de nantissement de créances sont fixées par les articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

7.3.5 Avance

Sans objet.

8 PENALITES ET RETENUES

En cas de dépassement du délai de livraison, le titulaire encourt, pour chaque journée entamée de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

9 OBLIGATION DE DISCRETION – CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentielles les informations, les documents, les connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents, connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander à tout moment au Titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, cotraitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire. Le Titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est soumise aux dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent le marché et lui permettant de rétrocéder ces droits à l'acheteur à l'issue du marché.

10 VERIFICATION

Une fois les articles livrés, il sera procédé à des opérations de vérification qualitatives et quantitatives conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG Fournitures Courantes et Services portant sur la qualité des fournitures. Elles seront destinées à constater que les articles répondent aux spécifications techniques, et dans les conditions de l'article 27.1 du CCAG-FCS.

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

11 RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par le chapitre 7 du CCAG-FCS.

12 LITIGES

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

13 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 4 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

14 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'administration qui demeure le responsable de traitement.

Il s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché et conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les données personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement.

Le cas échéant le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par tout moyen. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente

15 SIGNATURE DE L'OFFRE PAR LE CANDIDAT

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

16 DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

A : Paris, le

Signature
Le Secrétaire général
Valéry MOLET